

DÉCLARATION PUBLIQUE – AMNESTY INTERNATIONAL

13 janvier 2020

IOR 30/1649/2020

AILRC-FR

POURQUOI NOUS NE PARTICIPERONS PAS AU SOMMET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DU G20 EN 2020

Le Sommet annuel du G20 ressemble bien souvent à un forum de discussion pour les gouvernements des grandes puissances du monde. Les leaders des 19 principales économies nationales et de l'Union européenne se réunissent, serrent des mains devant les caméras et concluent de vagues accords, qu'ils n'appliquent généralement pas. Ces sommets attirent l'attention des médias du monde entier et, bien souvent, de manifestants du monde entier qui souhaitent amener ces gouvernements à rendre des comptes.

Moins connu est le cycle intensif de réunions préparatoires qui précèdent le sommet des dirigeants du G20. Si ce processus connaît moult limitations et défis, pour de nombreuses voix extérieures aux gouvernements, notamment les syndicats, les organisations de défense des droits et la société civile, ce sont des occasions rares de formuler des recommandations politiques directement aux autorités nationales et d'influencer l'agenda international sur des questions qui touchent des milliards de citoyens. Depuis quelques années, la société civile a aussi son lot de rencontres au sein du G20 – le Civil 20 (C20).

Toutefois, en 2020, en tant qu'organisations de la société civile, nous garderons nos distances avec le sommet officiel du C20, qui sera accueilli et organisé par l'Arabie saoudite.

Le pays hôte du G20, l'Arabie saoudite, s'efforce de promouvoir l'image d'un pays moderne attractif pour les investisseurs étrangers. Le gouvernement recrute à prix d'or des conseillers occidentaux en relations publiques et dépense des millions de dollars pour redorer son blason et éliminer les critiques des médias internationaux. Cependant, à l'intérieur du royaume, les autorités arrêtent et poursuivent en justice des défenseurs des droits humains, censurent la liberté de parole, limitent la liberté de circulation et infligent des tortures et des mauvais traitements aux journalistes et militants incarcérés. Les lois antiterroristes formulées en termes vagues sont utilisées pour réduire au silence les détracteurs du gouvernement, qui sont parfois condamnés à mort. En octobre 2018, le monde entier a été choqué par l'assassinat du journaliste et dissident Jamal Khashoggi à l'intérieur du consulat saoudien à Istanbul. Les femmes subissent une discrimination systématique en droit comme en pratique. Et les défenseuses des droits humains qui osent défendre les droits des femmes sont soumises à des persécutions judiciaires, des arrestations et des détentions arbitraires.

Au lieu d'engager une véritable réforme, le gouvernement saoudien cherche à camoufler son bilan désastreux en termes de droits humains en organisant de grands événements internationaux dans le pays. Cela inclut le G20 et, par l'intermédiaire d'une ONG avalisée par le gouvernement, le C20. En tant qu'organisations majeures de la société civile présentes dans la plupart des pays du globe – mais, fait notable, pas en Arabie saoudite – nous ne pouvons participer à un processus qui cherche à conférer une légitimité internationale à un État n'offrant quasiment aucune place à la société civile et ne tolérant pas les voix indépendantes.

En juin 2019, le C20 a établi un ensemble de principes, notamment une structure de base et des mécanismes de fonctionnement, afin d'assurer sa pérennité et son efficacité. Ces principes mettent l'accent sur l'inclusion d'une diversité d'acteurs de la société civile, du niveau local au niveau mondial, la transparence des prises de décision, la liberté et l'indépendance vis-à-vis de toute influence excessive des acteurs extérieurs à la société civile, l'inclusion et la diversité, et les valeurs directrices que sont les droits humains, l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes. La plupart de ces principes seront absents en 2020 et, fait inquiétant, ils sont déjà fragilisés par la présidence saoudienne du G20.

Les acteurs saoudiens de la société civile ne pourront pas participer au prochain C20 en Arabie saoudite, à l'exception d'un nombre symbolique d'organisations travaillant sur des questions jugées inoffensives par le gouvernement, car les partis politiques, les syndicats et les organisations indépendantes de défense des droits humains ne sont pas autorisés dans le pays. La plupart des militants progressistes de la société civile sont poursuivis en justice ou purgent de lourdes peines de prison pour s'être exprimés, ou sont contraints à l'exil en vue d'éviter la prison, voire pire. Revenir dans leur pays n'est pas envisageable,

car ils seraient en danger. Sans ces voix critiques et indépendantes autour de la table, la crédibilité du C20 est gravement compromise.

Par ailleurs, les membres étrangers et internationaux de la société civile auront bien du mal à participer librement à un C20 sous l'égide de l'Arabie saoudite.

En effet, les lois et politiques en vigueur en Arabie saoudite impactent directement les droits à la liberté d'association, d'expression et de réunion pacifique, et ont un effet dissuasif qui pousse certaines catégories de militants à se taire car, s'ils devaient s'exprimer, ils mettraient en péril leur propre sécurité. En novembre 2019, l'agence saoudienne de sécurité de l'État a érigé le féminisme et l'homosexualité en infractions. Si l'annonce a été rectifiée, d'éminentes défenseuses saoudiennes des droits humains se trouvent toujours derrière les barreaux et sont poursuivies en raison de leur travail en faveur de ces droits. Ces lois et pratiques, qui vont à l'encontre des principes du C20 relatifs à la diversité, à l'égalité de genre et à l'autonomisation des femmes, muselleraient la liberté d'expression lors des discussions sur les droits des femmes, les droits en matière de sexualité et de procréation, et les droits des personnes LGBTI.

L'absence de liberté de la presse en Arabie saoudite ne fait qu'aggraver la situation. Contrôles stricts des médias, censure et surveillance des réseaux sociaux : toute discussion se tenant lors d'un C20 organisé par l'Arabie saoudite ne serait pas relayée à l'ensemble de la population saoudienne, en dehors de comptes rendus validés par l'État. Même si ces débats étaient possibles, sans liberté des médias, ils n'atteindront qu'un public limité. Cela ne correspond pas aux principes directeurs du C20 que sont l'intégration, l'ouverture, la transparence et la participation.

Lors des précédents sommets du G20, des militants du pays hôte et d'ailleurs ont manifesté. La liberté de réunion pacifique est un droit, mais dans un pays où tous les rassemblements, y compris les manifestations pacifiques, sont interdits, il est impossible que ce droit fondamental soit respecté.

Le C20 organisé sous l'égide de l'Arabie saoudite pêche à bien des égards, notamment s'agissant du respect de ses principes fondamentaux. Déjà en cette phase précoce du C20 de 2020, nous avons observé un manque de transparence de la part des hôtes de cet événement. La nomination des présidents des groupes de travail et de divers comités s'est avérée opaque et non consultative, tandis que des décisions arbitraires excluent des organisations internationales renommées. Le sommet du C20, sous l'égide de la Fondation du roi Khalid, en lien avec la famille royale, ne peut être considéré comme transparent, inclusif et participatif, comme l'exigent ses principes fondateurs.

À un moment où le monde est confronté à de nombreux défis, il a plus que jamais besoin de voix indépendantes. Comment faire confiance à un État qui ferme l'espace civique jusqu'à le rendre quasi-inexistant pour qu'il réunisse les conditions *sine qua non* permettant à la société civile internationale d'échanger des idées et de collaborer librement sur tous les sujets, surtout s'ils sont jugés sensibles ou offensants.

Nous ne participerons pas au C20 cette année, mais nous nous engageons à travailler ensemble pour faire en sorte que ces voix soient entendues en 2020.

